CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

**ORDRE DU JOUR
DES SÉANCES PLÉNIÈRES**

Semaine du 6 au 10 novembre 2017

JEUDI
09 novembre 2017
à 14 h 15

Questions orales

Projets et proposition de loi

1. - Projet de loi relatif aux infrastructures des marchés d'instruments financiers et portant transposition de la Directive 2014/65/UE, n°s 2658/1 à 3.
- Projet de loi modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers en vue de régler les recours contre certaines décisions prises par la FSMA en vertu de la loi relative aux infrastructures des marchés d'instruments financiers, n° 2659/1.

[matières visées aux articles 74 et 78 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Johan Klaps et Benoît Piedboeuf]

2. Projet de loi modifiant le Code de la taxe sur la valeur ajoutée, en ce qui concerne l'exigibilité de la taxe, les opérations assimilées à des prestations de services, le régime du perfectionnement actif à l'importation et l'exemption de la taxe pour la livraison de bateaux affectés à la navigation en haute mer, n°s 2668/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Benoît Piedboeuf et Robert Van de Velde]

3. Projet de loi contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2017, n°s 2685/1 et 2.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Gautier Calomme et Georges Gilkinet]

4. Projet de loi relatif à la vente de voyages à forfait, de prestations de voyages liées et de services de voyage, n° 2653/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Maya Detiège]

5. Proposition de loi (M. Peter Buysrogge, Mme Karolien Grosemans et MM. Veli Yüksel, Hendrik Bogaert, Richard Miller, Damien Thiéry, Dirk Van Mechelen et Tim Vandemput) modifiant diverses dispositions relatives à l'avancement des militaires, n° 2711/1.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : M. Veli Yüksel]

6. Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, n°s 2548/1 à 5.

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteur : Mme Monica De Coninck]

7. **Projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 2549/1 à 3.**

[matière visée à l'article 78 de la Constitution - Rapporteur : Mme Monica De Coninck]

8. **Proposition de loi (Mme Karolien Grosemans, M. Peter Buysrogge, Mme Renate Hufkens et MM. Johan Klaps, Tim Vandenput, Dirk Van Mechelen, Vincent Van Quickenborne, Veli Yüksel et Richard Miller) modifiant la loi du 28 février 2007 fixant le statut des militaires et candidats militaires du cadre actif des Forces armées en ce qui concerne l'exercice d'activités et de mandats politiques par des militaires, n°s 1254/1 et 2.**

[matière visée à l'article 74 de la Constitution - Rapporteurs : MM. Tim Vandenput et Hendrik Bogaert]

Scrutin sur les demandes de naturalisation, n°s 2719/1 et 2.

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

(voir annexe)

Votes nominatifs

1. **sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Alain Top sur "le recours à des détectives privés pour détecter les auteurs de fraude au revenu d'intégration" (n° 234).**

[développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 25 octobre 2017]

2. **sur les motions déposées en conclusion de l'interpellation de M. Georges Gilkinet sur "un rapport très critique de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté nucléaire français (IRSN) relativement à la sécurité incendie à la centrale de Chooz" (n° 235).**

[développée en réunion publique de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique du 25 octobre 2017]

3. **sur les projets de loi et propositions terminés.**

à 18 h 05

Reprise éventuelle de l'ordre du jour de la séance de 14 h 15.

Annexe

Prises en considération (Rgt. art. 75, n°s 4, 5, 6, 7)

1. Proposition de loi (M. Christian Brotcorne) modifiant la loi du 4 avril 2014 relative aux assurances afin d'exclure les sanctions administratives communales de tout contrat d'assurance, n° 2733/1.
 2. Proposition de loi (Mme Patricia Ceysens et M. Egbert Lachaert) modifiant la loi du 8 juin 1972 organisant le travail portuaire en vue d'exclure les activités logistiques et liées au commerce électronique du champ d'application de la loi, n° 2735/1.
 3. Proposition de loi (M. Peter Buysrogge) relative à l'ouverture du parc du Château de Laeken au public, n° 2736/1.
 4. Proposition de résolution (M. Sébastien Pirlot, Mme Julie Fernandez Fernandez et MM. Stéphane Crusnière et Eric Thiébaud) visant à inclure impérativement le remplacement des F-16 décidé par le gouvernement dans une véritable politique européenne de la défense et de la sécurité, n° 2737/1.
 5. Proposition de loi (M. Gautier Calomne, Mme Kattrin Jadin et MM. Gilles Foret et Philippe Goffin) modifiant le Code civil en ce qui concerne la modification des mentions "divorcé(e)" et "veuf(ve)" dans les actes administratifs, n° 2742/1.
 6. Proposition de résolution (Mme Gwenaëlle Grovonius et MM. Stéphane Crusnière et Philippe Blanchart) demandant la mise en place d'un mécanisme d'évaluation des effets socio-économiques et environnementaux de l'Accord économique et commercial global conclu entre l'Union européenne et le Canada (AECG/CETA), n° 2743/1.
 7. Proposition de loi spéciale (Mme Veerle Vuye et M. Hendrik Vuye) supprimant la communauté métropolitaine de Bruxelles créée par l'article 92bis, § 7, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, n° 2744/1.
 8. Proposition de déclaration (Mme Veerle Wouters et M. Hendrik Vuye) de révision de la Constitution en ce qui concerne la monarchie, n° 2745/1.
 9. Proposition de résolution (Mme Catherine Fonck) visant à améliorer l'accessibilité de la logopédie, n° 2747/1.
 10. Proposition de loi (Mme Meyrem Almaci et M. Georges Gilkinet) modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse en ce qui concerne l'instauration d'un serment bancaire, n° 2748/1.
-